

Intervention
Maison de l'Afrique
(Editions l'Harmattan)
aux
« Etats généraux sur la crise malienne »
Samedi 26 janvier 2013

L'intervention militaire de la France un drame pour le Mali

L'intervention militaire de la France au Mali, pays ancien colonisateur devrait, à mon sens, être considérée comme un drame, en premier lieu par le Mali, par le peuple malien, mais également par l'Afrique toute entière.

Le seul bienfait que l'on peut espérer serait une prise de conscience du peuple malien, des peuples africains, de la nécessité impérieuse, peut-être même vitale d'imposer des changements politiques, économiques, sociaux et culturels radicaux.

Au cours de ces cinquante dernières années d'indépendance, - ½ siècle - les peuples africains ont été manipulés, quand ce n'est pas martyrisés par des dirigeants cyniques, avides de pouvoir et de ses prébendes, plus corrompus les uns que les autres et qui ont fait main basse sur les richesses de leurs pays avec la complicité bienveillante des pays occidentaux.

L'Afrique, La France, les pays occidentaux responsables

Peut-être l'Afrique aurait-elle été différente aujourd'hui, si 20 ans après les indépendances, dans les années 80, ces pays occidentaux avec leurs organismes dits internationaux, le FMI, la Banque Mondiale etc. ..., n'avaient pas réussi à lui imposer les P.A.S., leurs Programmes d'Ajustements Structurels qui ont détruit tous les services publics naissants. Résultat aujourd'hui les systèmes d'éducation, de santé et de protection sociale, les organismes régaliens des Etats africains sont exsangues. Les inégalités sociales ont explosé et déchirent le continent.

Les responsabilités de ce désastre sont donc largement partagées. Et le problème est que ces deux camps, africains et occidentaux, de fait complices parce que partageant les mêmes intérêts, y ont trouvé leur compte et n'ont pas l'intention, ni l'un ni l'autre, de lâcher la proie. Les enjeux et la tâche sont donc immenses.

(Je ne résiste pas à mentionner, et vous voudrez bien m'en excusez, qu'en Europe, la fameuse « Troïka », FMI, BCE et UE, appliquent en ce moment ces mêmes principes des programmes d'ajustement structurels (P.A.S.) à la Grèce, l'Espagne et le Portugal, avant que ceux-ci ne touchent la France et les autres pays européens. Bien entendu les conséquences pour les peuples européens seront identiques à celles que subissent les peuples africains. Je ferme la parenthèse).

Le silence des intellectuels africains, leur totale inaction.

Hors ces deux camps qui ont tiré et tirent le maximum de profits de cette mise en coupe réglée de l'Afrique, on peut s'interroger sur le silence des intellectuels africains, leur inaction totale et coupable.

Où sont les grandes voix africaines ? Les plus belles ont été tuées parce que les plus dangereuses pour ces deux camps, ou oubliées. Je pense à Patrice Lumumba, Thomas Sankara, Kwame Nkrumah, Julius Nyerere, Amilcar Cabral et bien d'autres etc...

Excepté bien entendu, Nelson Mandela, aucune grande voix humaniste africaine n'a vraiment survécu, depuis des décennies, sur le continent. Les intellectuels africains sont devenus atones. Pire, ces silences se sont parfois transformés en complicité. Je pense entre autres à tous ceux qui glorifient la tradition africaine ancestrale, un passé africain autant mythique qu'idyllique qui selon eux doivent continuer à organiser la société africaine, et qu'ils présentent souvent et très habilement mais fort démagogiquement comme un rempart contre l'occidentalisation du continent. C'est aussi un argument des salafistes djihadistes pour imposer leur loi islamiste. Maintenir les traditions ancestrales c'est empêcher, interdire à l'Afrique de progresser. L'Afrique moderne ne doit pas être un copier-coller de l'Afrique ante coloniale. Elle ne doit pas non plus être un autre copier-coller de l'Occident. L'Afrique moderne reste à inventer.

Comme nous sommes dans une librairie et maison d'édition prestigieuse, les éditions L'Harmattan, je pense en disant cela à l'ouvrage de l'écrivain malien Moussa Konaté, « *l'Afrique est-elle maudite ?* », ou à celui de l'écrivaine camerounaise Axelle Kabou « *Et si l'Afrique refusait le développement ?* », publié chez L'Harmattan.

Comment en est-on arrivé là, et comment en sortir ?

Mais venons-en plus précisément au Mali. Et puisqu'il est demandé à notre table ronde de répondre à la question : comment en est-on arrivé là ? Je vais essayer d'y répondre rapidement, avant d'y revenir éventuellement dans le débat. Et je terminerai mon intervention sur la question après celle « comment en est-on arrivé là », par : « comment en sortir, et avec qui ? »

Les raisons de cette crise qui plonge le Mali dans le chaos prennent leur source dans les éléments globaux que j'ai évoqués, je n'y reviendrai pas. Sur les raisons plus spécifiques :

- Un système démocratique de façade, système basé sur le clientélisme qui permet à la corruption d'irriguer la société malienne.
- Des partis politiques fantoches (ils seraient plus d'une centaine, mais en l'occurrence ce n'est pas le nombre qui fait la qualité). Ces partis politiques sont totalement dépourvus de programmes alternatifs, ils diffusent un vide idéologique sidéral. Ils ne propagent aucune idée, ils ne pensent qu'à se partager les postes ministériels. ATT a par ailleurs su remarquablement jouer de cette avidité au pouvoir des partis politiques maliens en distribuant à chacun des maroquins ministériels. Il a ainsi obtenu leur entière servilité.

Donc pas de système démocratique, pas de partis politiques,

- Une économie confinée dans l'informel, avec une conséquence mécanique : l'impossibilité de construire un Etat. Car économie informelle implique absence de recettes pour l'Etat qui se trouve dans l'incapacité de répondre correctement à ses obligations régaliennes, à faire vivre les organismes étatiques, aussi tout simplement à payer correctement les militaires, les juges, la police, source majeure de la corruption. Le déficit de recette entraîne aussi plus globalement une incapacité à faire vivre les services publics non régaliens, à payer ses fonctionnaires. Tout ce qui fait un Etat.

Enfin ce qui existait encore de l'Etat malien était englué dans la corruption et la prévarication. Le sommet de cet Etat déliquescient est apparu, de surcroît, complice de groupes mafieux, de trafiquants en tous genres au Nord du pays.

Aussi à la première crise grave, très grave, tout a implosé :

- Le voile jeté sur la démocratie de façade est tombé : le Mali a depuis bientôt un an un président dit de transition, de surcroît issu d'un coup d'Etat militaire.
- Le parlement malien est plus croupion que jamais. Il est inaudible et totalement déconsidéré.
- Les partis politiques ont disparu de la scène, quand ils ont essayé de rassembler la population moins d'un millier de personnes a répondu à l'appel. Alors qu'ils avaient été des dizaines de milliers à répondre aux appels à manifester du Haut Conseil Islamique au Mali (HCIM) dont le Président Mahmoud Dicko est wahhabite. Il faut rappeler ici que le HCIM a réussi à rassembler en 2009 près de 80.000 personnes dans une manifestation contre la réforme du code de la famille, à la suite de laquelle le parlement et le gouvernement maliens ont dû le retirer.

L'absence d'Etat malien a entraîné l'impossibilité d'avoir une réelle armée, dont des officiers supérieurs, on le sait ne négligeaient pas non plus la corruption. L'armée malienne était devenue ni plus ni moins un service de la fonction publique dans lequel la majorité des soldats et officiers attendaient tranquillement leur solde. Ceux-là n'étaient pas vraiment préparés à aller faire la guerre.

On en voit aujourd'hui toutes les conséquences dramatiques pour le pays, avec l'humiliation de tout un peuple qui a découvert que son armée était fantoche.

Il nous est demandé de répondre à une autre question : sur les acteurs de la crise, sur leur capacité à la résoudre

Les acteurs de la crise, leur capacité à la résoudre

Sur les forces en présence dans le conflit armé tout a été dit, écrit au cours de ces derniers jours. J'y reviendrai dans le débat si nécessaire. Je dirai une seule chose qui résume ma conviction :

Il ne sera pas possible de gagner totalement la guerre en quelques mois et même quelques années contre les bandes salafistes djihadistes et les hordes de bandits trafiquants surarmés qui sont dans le Nord du Mali depuis plus de dix ans. On les y a laissés, quand on n'a pas été complices. On les affaiblira sans aucun doute, mais on ne les délogera pas par les

armes. Certains de ces individus sont intégrés dans la société dans le nord du Mali notamment par des mariages.

Les propos guerriers du ministre de la défense français, Mr Jean-Yves Le Drian je cite : « *l'objectif est la reconquête totale du Mali. On ne va pas laisser des poches de résistances* », me fait penser aux fanfaronnades du Président de la transition Mr Dioncounda Traoré, qui déjà en mai 2012 déclarait je cite « *nous n'hésiterons pas à mener une guerre totale et implacable pour recouvrer notre intégrité territoriale, mais aussi pour bouter hors de nos frontières tous ces envahisseurs porteurs de désolation et de misère, que sont AQMI et tous ces trafiquants de drogue qui opèrent depuis trop longtemps dans le nord de notre pays* ». On voit ce qu'il en est aujourd'hui lorsque mis au pied du mur.

Le président français, François Hollande, lui aussi se trompe lourdement quand il déclare en parlant des djihadistes du nord du Mali vouloir les « *détruire* ». Hors le fait que le terme est pour le moins inapproprié et rappelle tristement ceux d'un certain G.W. Bush qui lui allait jusqu'à évoquer une « *croisade* », le président français laisse penser qu'il n'y aurait que des salafistes djihadistes étrangers, non maliens. Or ce n'est absolument pas exact, il y a de nombreux de très nombreux maliens parmi ceux qui combattent. Il serait d'ailleurs intéressant de connaître l'objectif de la France en ce qui concerne le statut du Nord du Mali. Les liens avec le MNLA laisserait penser que le gouvernement français soutiendrait plus ou moins, on ne sait pas jusqu'où, les revendications des touaregs qui veulent se séparer de l'Etat malien. On aimerait une clarification des objectifs du gouvernement français.

L'intervention française comporte un risque réel de ressouder les groupes du nord du Mali, de radicaliser une partie de la population. Une campagne de communication affirme le contraire et met en avant des dissidences, des appels à la négociation. Il faut toujours se méfier en période de guerre de ce genre de communication qui vise surtout à déstabiliser l'ennemi et non pas à informer en toute transparence les citoyens. Il est difficile de savoir ce qu'il en est réellement. En revanche l'expérience montre que les populations n'aiment jamais beaucoup les troupes étrangères sur leur sol. Ce n'est pas l'évolution de la guerre en Afghanistan qui démentira cette observation.

Quoiqu'il en soit, l'instabilité va continuer à régner longtemps dans cette partie du Sahel.

La solution n'est pas militaire, elle est politique,

Elle est uniquement politique et il est vrai qu'elle dépasse en partie le Mali. Mais le moins que l'on puisse dire, à ce jour, est que ce règlement politique de la crise malienne ne se profile pas à l'horizon.

En dehors des groupes salafistes, indépendantistes touaregs et d'autres groupes dissidents du nord qui surgissent un jour pour disparaître le lendemain ou se réconcilier avec ceux qu'ils ont vilipendés la veille, le dernier étant le Mouvement Islamique de l'Azawad (MIA), sans oublier les milices Ganda Koy et Ganda Izo, très inquiétantes quant aux risques d'actions de représailles meurtrières contre la population, touareg,

Donc en dehors des groupes du nord, les autres acteurs de la crise au sud sont connus, et là, la question majeure à se poser, ces acteurs de la crise au sud ont-ils la capacité d'apporter une solution aux maux que je viens d'énumérer ? Ces acteurs sont :

- L'Etat malien qui a failli, et ne peut donc être d'aucun recours tant qu'il en sera pas reconstruit avec une conception totalement rénovée ;
- Les partis politiques maliens : ils sont à jamais déconsidérés. L'issue ne viendra pas d'eux. Certes les puissances occidentales et la CEDEAO cherchent à les imposer de nouveau. Dans ce cas ce ne sera pas une issue à la crise, mais un retour aux errements du passé.
- Enfin, le pouvoir religieux qui profite de la crise pour combler le vide et qui souhaite que la loi islamique supplante la loi démocratique de la République du Mali. Une partie croissante du peuple malien voit en lui la seule issue possible. Cette triste hypothèse requerrait à elle seule un débat, juste deux mots :

Il serait important de pouvoir répondre avec rigueur sur la question des liens du HCIM, de son président wahhabite, avec les organisations salafistes djihadistes du Nord, et notamment Ansar Ed Dine. On se souvient qu'Ansar Ed Dine a déclaré ne vouloir négocier la libération des soldats maliens faits prisonniers dans le Nord qu'exclusivement avec le HCIM, qui serait selon cette organisation salafiste djihadiste du nord, je cite « *l'unique représentant légitime du peuple malien au sud* ». Le HCIM a d'ailleurs effectué plusieurs missions au Nord avec l'accord et sous la protection d'Ansar Ed Dine. Son silence actuel - demi-silence depuis quelques jours - traduit toute son ambiguïté.

Dans l'Etat actuel du rapport des forces, les Etats occidentaux, et la CEDEAO, voire l'UA vont tout faire pour imposer un retour au système ancien, avec les mêmes personnages... Quant à l'objectif de la France il est je cite « *de redonner confiance au peuple malien dans la classe politique* » et donc de faire revenir les partis politiques maliens sur la scène. L'intervention de la France a, sur ce point, sauvé juste à temps le président de la transition Dioncounda Traore.

Le peuple malien, seul, détient l'avenir de son pays

L'acteur principal, le seul, à mon sens, d'où peut venir une réelle issue à cette crise : c'est le peuple malien. L'avenir du Mali dépend de lui et de lui seul.

Je suis conscient que, malheureusement, ces décennies de manipulation du peuple malien, de son maintien délibéré dans la pauvreté, l'analphabétisme, dans le sous-développement, interrogent sur ses capacités à relever la tête dès aujourd'hui et à « dégager » ceux qui portent la responsabilité de la descente aux enfers du Mali.

Risque mortifère de recommencer le cauchemar avec les mêmes !

J'ai posé tout à l'heure la question, où est la voix des intellectuels maliens, je pose une seconde question : où est la voix de la jeunesse malienne ? Est-elle prête, à prendre exemple sur les indignés qui ont crié leur colère à travers le monde, est-elle prête à prendre exemple sur la jeunesse des printemps arabes, a-t-elle les armes idéologiques pour cela ? Est-elle prête à engager, à imposer, à inventer la mutation urgente et indispensable de la société malienne dans toutes ses composantes ? Ou pour reprendre le concept avancé par Edgar Morin, la jeunesse malienne est-elle en mesure avec l'aide des meilleurs intellectuels maliens à opérer la « métamorphose » indispensable de la société malienne ?

A court terme j'en doute, je suis donc de ce fait très pessimiste sur l'issue de la crise pour laquelle toutes les vieilles recettes seront avancées et malheureusement sans doute mises

en œuvre, et où l'on verra réapparaître tous les vieux caciques, ou alors ce sera peut-être l'issue islamique que j'ai évoquée qui, dans ce cas, ne serait toutefois pas salafiste.

Mais je veux croire qu'à moyen terme la jeunesse malienne et plus largement la jeunesse africaine se soulèvera et inventera un autre Mali, une autre Afrique, et saura l'imposer. Mais la tâche est immense, les avancées et les reculs du « Printemps arabe » sont là pour nous en convaincre, si cela était nécessaire.

Je vous remercie

Alain Dubourg